

royaliste

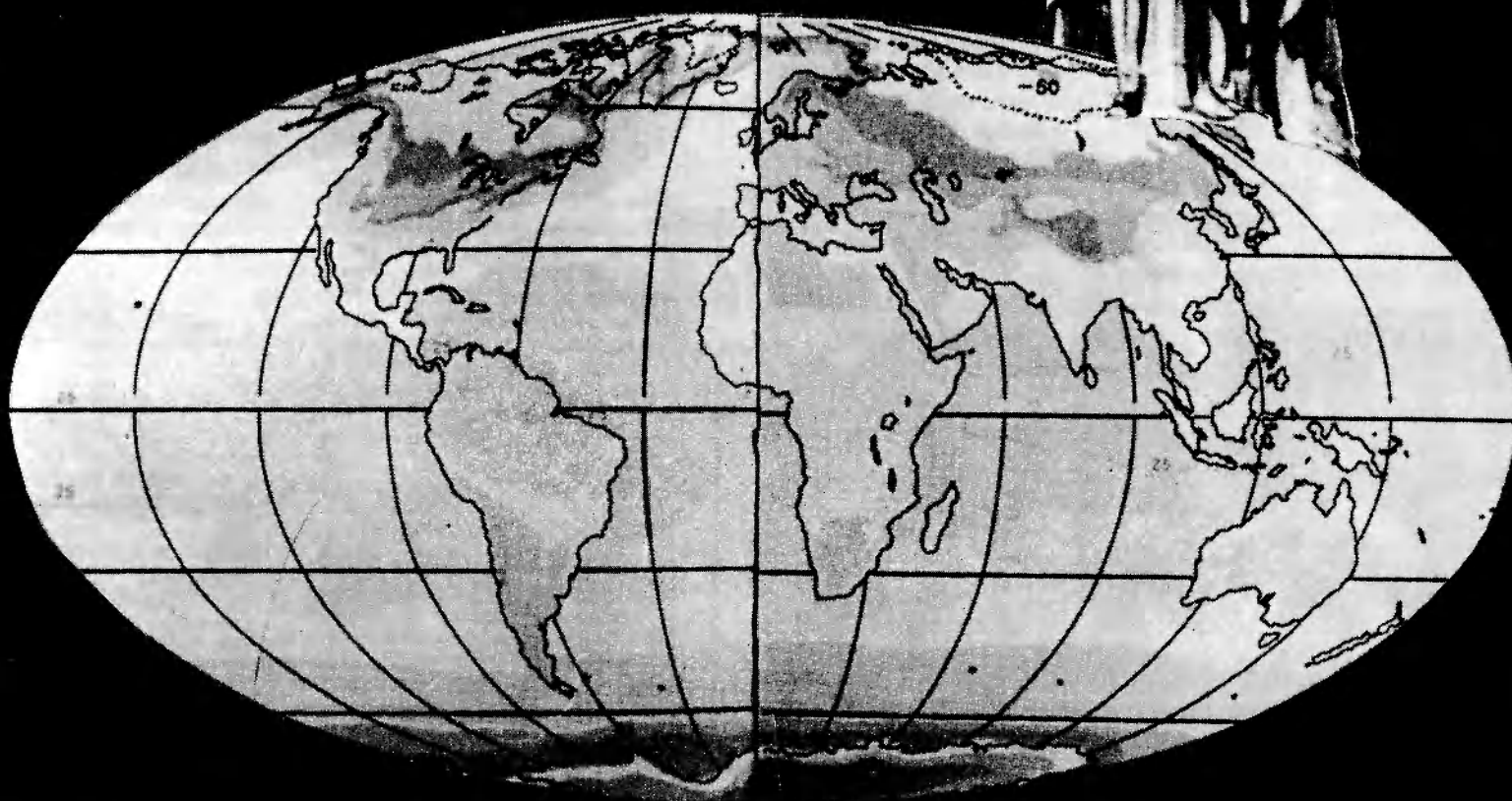
BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE

BERTRAND RENOUVIN

la russie libre
(page 8)

**commerce
international :
une
"libre"
concurrence**



M 2242 - 371 - 6 F DU 9 DÉCEMBRE AU 22 DÉCEMBRE 1982 - 12ème année - N° 371 - 6 F

M 2242 - 371 - 6 F

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Le premier numéro de la revue des clubs «Nouvelle Citoyenneté» est disponible. Il comporte un important dossier sur la Défense nationale dont voici le sommaire :

-- La révolution du nucléaire (Philippe Cailleux) -- 2 questions actuelles : les euromissiles et les armes à radiations renforcées (Général Pierre-M. Gallois) -- De la conception gaullienne à la dérive giscardienne (Alain Solari) -- La continuité mitterrandienne (Bertrand Warusfel) -- Les conditions de la défense (Bertrand Renouvin). A ce dossier s'ajoutent des chroniques : -- Littérature (Philippe Barthelet) -- Société (Sylvie Fernoy) -- Economie (Rémy Le Braz). La page 68 est réservée au bulletin d'abonnement. Mais cela n'est qu'un détail sans importance car, bien entendu vous vous êtes abonnés sans attendre à notre nouvelle revue. Non ? Mais le bulletin ci-dessous va vous permettre de réparer cette négligence.

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT à la revue «Cité», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom Prénom :

Adresse :

.....

s'abonne à la revue «Cité» (5 numéros par an), et verse pour cela (Normal : 60 F - Soutien : 100 F - Fondateur : 500 F) à l'ordre de «Royaliste».

Commande le premier numéro de «Cité» et verse pour cela la somme de 15 F à l'ordre de «Royaliste».

les lecteurs ont la parole

Nous avons toujours quelques scrupules à publier les commentaires trop louangeurs faits sur «Royaliste». De ce fait, le courrier que nous sélectionnons pour cette rubrique est souvent critique et quelques lecteurs s'en sont émus. Par exception, voici donc, après les épines, une brassée de roses ...

J'apprécie particulièrement chez vous le fait qu'une plate-forme idéologique très simple, réduite au minimum (le principe monarchique) vous permet à la fois de préserver la cohérence de vos analyses et de rester cependant très ouverts à la discussion, d'ouvrir même largement vos colonnes à vos contradicteurs, vous créez ainsi un espace de liberté où, oui, il fait bon respirer.

J.-A.B. (Poitiers)

Enfin une réponse à des problèmes insolubles, enfin une bouffée d'air pur. Un peu tard il est vrai, en ce qui me concerne, mais mieux vaut tard que jamais.

P.-J.D. (62 ans) (Mougins)

Agréablement surprise par la qualité des articles ainsi que par leurs orientations non systématiquement partisans. Certains articles de réflexion peuvent même servir de documentation.

D.N. (Isère)

Foncièrement «de gauche», viscéralement «anti-droite», mai 81 fut pour moi une grand'messe. Quelle déception ! Je croyais que le Socialisme c'était le bonheur du Peuple. Je constate que ce n'est que la gestion de la crise. D'où mon équation ? la gauche = la droite = zéro ! Il me fallait trouver une autre voie. Au-delà des partis. Au-delà de cette France coupée en deux par la Constitution de 58, laquelle fait que le chef de l'Etat ne sera jamais que le président de 51% des Français... J'ai choisi le royalisme.

Votre revue me convient... même si je ne partage pas toujours toutes vos idées sur les problèmes que vous développez dans vos colonnes.

A.D. (Neuilly)

(...) Si tel ou tel (jeune hélas ?) réac m'échauffe un peu les oreilles - je pense au courrier du numéro 369, page 2, qui brode avec une science exercée du sophisme sur le concept de privilège, et quand je dis sophisme, c'est pour éviter des

termes moins bienveillants (...) le ton général des articles et le recul que vous êtes capables de prendre pour commenter l'actualité met votre journal au rang d'un bon journal d'opinion non partisan (...)

Dernier point : vous vous défendez d'être «de gauche». Vous avez tort. C'est la question de savoir si le primat est à la personne sur la société ou sur tel principe, par exemple la propriété, ou si le primat est à la société ou aux principes sur lesquels elle prétend se fonder. Tout le reste en découle. Pourquoi croyez-vous qu'une loi comme la loi Quillot n'a jamais été votée par la droite ? Vous savez bien que ces gens voulaient préserver le revenu du capital (immobilier) par priorité, même si le droit fondamental au logement était quelque peu malmené. En substance, un immeuble sert à faire du profit (immeuble «de rapport»), il sert accessoirement à loger les gens. C'est à peu près la même chose pour le travail. La production sert à «faire tourner» l'économie. La distribution de pouvoir d'achat à créer une clientèle solvable.

S'il se crée des emplois, c'est une retombée secondaire. C'est un sous-produit de la production, bénéfique pour la population, mais dommageable pour ceux qui utilisent le chômage comme moyen de terroriser la population.

Il s'agit là de questions morales fondamentales. Et la morale est à la base de la politique. Tout choix éthique préexiste au choix politique.

F.G. (Rennes)

(...) journal, à mon avis, intéressant, car on y développe évidemment les idées royalistes, mais à partir de la vie actuelle, c'est-à-dire des événements, des discours politiques ou autres ... les études littéraires y sont fréquentes et très captivantes. L'éditorial de Bertrand Renouvin est une réflexion approfondie et il n'est jamais exagéré.

F.C. (lycéenne 15 ans) (Nord)

mitterrand : certitudes et amertumes

Vigilant devant la menace soviétique, pessimiste sur le Proche-Orient, soucieux pour l'avenir de l'Alliance atlantique, tels sont les points forts que nous retiendrons de l'entretien dense de François Mitterrand à notre confrère «Le Monde». (1)

S'il est une donnée de politique étrangère qui n'a pas varié dans la pensée de François Mitterrand, c'est bien l'opinion qu'il porte sur l'Empire soviétique et ses prétentions à l'hégémonie : «La Russie voudra conserver son aire d'influence, assurer sa sécurité, continuer sa progression idéologique et politique sur tous les continents. Ce sont là les données permanentes de l'Etat de puissance. Les oublier serait mortel». Il est bon que le président de la République en appelle à la mémoire, après que certains amnésiques ou cyniques aient tressé les lauriers de la paix sur le défunt maître du Kremlin.

Face à l'impérialisme soviétique, François Mitterrand écarte d'en même refus énergique la faiblesse neutraliste et l'opposition agressive : «renoncer aussi peu que ce fut à nos moyens actuels de défense reviendrait à s'abandonner au bon plaisir des plus puissants. Aucun argument ne me fera changer d'opinion là-dessus (...) S'entendre ? Oui. Sans rien taire de l'essentiel : notre indépendance, notre mode de civilisation, le droit des gens ...»

Sur Youri Andropov, le président français fait mentir les nombreux commentaires présentant le patron du K.G.B., initiateur de la répression contre les juifs et les dissidents, responsable des camps de travail et de l'internement psychiatrique, comme un «libéral», aux manières occidentales. «M. Andropov est issu d'un système, il n'y a pas de raison que l'arbre ne produise pas les mêmes fruits».

Pertinence encore, lorsque le président de la République aborde la douloureuse question du Proche-Orient, bloquée par l'intransigeance israélienne : «Il paraît clair qu'Israël n'est pas disposé à reconnaître l'O.L.P. Les propositions de Fez (...) ont l'avantage d'offrir une méthode et d'ouvrir la voie au dialogue». L'amitié que

porte le chef de l'Etat au peuple israélien ne l'a pas privé de rester lucide.

Les rapports entre Alliés se sont toujours trouvés parmi les préoccupations premières de François Mitterrand, essentiellement depuis ces dernières années, où l'Alliance perdait de sa crédibilité : «L'Alliance atlantique verse depuis trop longtemps dans le malentendu. Ce serait déjà la réformer heureusement que de se décider à mettre les points sur les «i».» Mais l'analyse n'aboutit pas à une réponse constructive. Sortir de l'Alliance ? Ou réaménagement ? Seul l'impératif gaullien est réaffirmé, mais avec quelle vigueur : «la souveraineté de la France ne se marchande pas. Je n'apprécie pas qu'on l'oublie.» Suivez mon regard vers l'Ouest.

Pour rompre avec le panégyrique, nous isolons trois espoirs démentis du Président, qu'il relate avec amertume.

— Camp David, en quoi Mitterrand voyait le départ d'une dynamique de paix : «Aucun autre pays de la région n'a rejoint Camp David, et l'on en reste aujourd'hui aux données antérieures, hors desquelles la paix n'est qu'un mot vide de sens.»

— François Mitterrand ne conteste plus le terme «échec» pour qualifier le sommet de Versailles et va jusqu'à reconnaître en ces sommets «des tréteaux de propagande à usage de politique interne».

— Désillusion quant à la construction européenne, pourtant fortement souhaitée par les socialistes : «Aujourd'hui s'est obscurcie, je le crains, dans l'esprit des Européens la nécessité politique de l'Europe (...) J'ai commencé en proposant la création d'un véritable espace social européen. Malgré l'appui de tous les grands syndicats, cela n'a pratiquement pas avancé...»



■ «L'alliance atlantique verse depuis trop longtemps dans le malentendu»

La politique internationale par François Mitterrand ressort d'une vision forte et pénétrante, épurée de toute idéologie ou technicité. Cet homme-là pressent les liens culturels, les continuités historiques, qu'il s'agisse de la Roumanie ou de l'Amérique latine. Il en tire la grandeur de ses propos et de ses vues.

E.M.

(1) Vendredi, 26 novembre 1982.

amnistie (fin)

L'échec du groupe socialiste sur le projet d'amnistie ne présage rien de bon quant aux rapports à venir entre le gouvernement et sa majorité.

Arnaud Fabre rappelait dans le précédent numéro de «Royaliste» les solutions qui s'offraient à M. Mauroy pour sortir de la querelle des «généralistes». Il soulignait que les moyens ne manquaient pas au Président pour imposer sa volonté et faire avaler leur képi aux «frondeurs» du groupe socialiste ce qui finalement a eu lieu, puisque le projet d'amnistie a été intégralement adopté le 25 novembre.

Le fait que le gouvernement n'ait pu faire entendre raison à M. Joxe et ses amis et qu'il ait dû recourir à l'arme suprême de l'adoption sans vote, est doublement révélateur. D'abord parce qu'il laisse penser qu'en cas de différend de plus grande ampleur, et il ne manquera pas de s'en produire jusqu'en 1986, on pourrait assister à une véritable crise s'achevant soit par le retour devant leurs électeurs des députés, soit par la décision du gouvernement : en effet si la majorité parlementaire agit avec aussi peu de souplesse lorsqu'il s'agit de donner corps à une promesse du candidat Mitterrand, qu'arrivera-t-il lorsqu'elle entrera en conflit avec des projets du gouvernement qui n'auront pas été prévus au catalogue ?

Ensuite parce qu'il démontre que l'esprit de revanche et de guerre civile continue d'être le moteur essentiel des partis malgré leurs rassurantes images électorales, qu'ils soient d'ailleurs au pouvoir ou dans l'opposition. En jouant les puristes, M. Joxe, espérait sans doute faire oublier les errements (le mot est faible) et les responsabilités de la SFIO et de ses dirigeants dans le drame algérien : qu'il se rassure, le pardon du peuple français qui vient d'être adopté est bien général, et cela malgré lui.

O.M.

municipales : le jeu truqué

Les municipales, c'est parti. Il n'est question, pour l'heure, que de luttes d'influence, tractations entre états-majors, partage des cités. Que deviennent le citoyen et la démocratie dans cette affaire ?

Qu'importe le citoyen lorsqu'il y va du renforcement ou de la survie d'appareils politiques : entraîné par la logique de l'hégémonie et par son désir de réduire encore plus un allié indispensable qui demeure un adversaire en puissance, le P.S. avance les consultations électorales de 1981 comme seule base valable de discussion. Après son recul historique de l'an dernier, le P.C.F. ne peut négocier qu'à partir des élections municipales de 1977. L'intransigeance de Georges Marchais n'est que le baroud d'honneur d'un parti en péril. Car si le P.C. entend demeurer une grande

formation politique, il doit impérativement protéger ses municipalités qui permettent, connectées à ses bureaux d'études et à ses sociétés commerciales, d'irriguer financièrement le Parti. Privé de son influence locale dans plusieurs milliers de villes et de petites communes, le P.C.F. ne pourrait alors que se retrancher dans les grandes entreprises et perdre ainsi toute crédibilité nationale.

Nous nous épargnerons d'arbitrer ce combat des chefs où s'entremêlent ambitions personnelles et intérêts financiers. Mais il reste que les citoyens et les démocrates que nous sommes ont leur mot à dire :

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS



— le tort des socialistes est de raisonner dans la logique propre au système des partis. Obnubilés par les chiffres, amalgamant élections présidentielles, législatives et municipales, ils ignorent le contexte et les réalités locales, vont jusqu'à les nier, puisqu'il leur suffit, d'un bureau parisien, de compulser une carte d'état-major et les résultats électoraux de mai-juin 81 pour décider la composition des listes. Si la décentralisation n'est pas une vaine notion dans leur esprit, la contradiction est flagrante;

— les communistes ont le mérite de considérer la valeur du maire et le bilan de sa gestion. Pourquoi bouleverser une équipe municipale qui a fait ses preuves et reçoit l'assentiment de la population ? Faudrait-il encore que le P.C.F. ne réserve pas cette appréciation à ses seuls élus. Reste que dans bon nombre de petites communes et villes moyennes où la gauche ne détient pas le pouvoir, les exigences du P.C.F. pour l'obtention des têtes de listes sont totalement irrecevables, puisqu'elle ignorent le verdict populaire de 1981.

Mais le bras-de-fer est inégal entre socialistes et communistes : les premiers ont refusé de s'enfermer dans d'interminables tergiversations et la décision de conclure un accord national avant le 15 décembre montre leur détermination à l'égard de leur partenaire. La communication d'une liste de 18 villes de plus de 30.000 habitants où le P.S. entend bien déloger l'actuel maire communiste et conduire la tête de liste, participe de cette fermeté des socialistes à l'égard du P.C.F.. Même si Michel Vauzelle, secrétaire général de l'Elysée, retire sa candidature pour la mairie communiste d'Arles, il est hautement symbolique que le P.S. ne désire en rien céder sur Saint-Etienne la plus importante ville de France à direction communiste.

Il nous faudra reparler des élections municipales, côté peuple cette fois prochaine, de ceux qui veulent imaginer autre chose, lutter à la base contre le chômage, créer une vie culturelle locale, reconstituer des communautés vivantes et actives. Non par la triste gestion des notables conservateurs ou des fonctionnaires réformistes mandatés par leurs états-majors.

Emmanuel MOUSSET

EN BREF

NON AU PACIFISME

Les ministres de la défense de l'OTAN ont confirmé le 19 nov. à Bruxelles, que les missiles Cruise et les fusées Pershing 2 seront installés en Europe dès la fin 1983. Ils ont montré ainsi que l'Europe du Nord ne céderait pas aux pressions conjuguées des pacifistes et des Soviétiques. Il faut se féliciter de cette fermeté car la sécurité de l'Europe, et notamment de l'Allemagne fédérale, dépend étroitement d'un réengagement militaire américain. Dans l'état actuel des forces en présence, seule la perspective d'avoir à verser le sang américain peut en effet dissuader, d'un point de vue militaire, de désarmer préventivement un quelconque pays européen non « sanctuarisé » par une force de dissuasion nucléaire. L'implantation de rampes et de bases de lancement mobiles et difficilement détectables qui font partie du projet de déploiement des nouvelles armes américaines (a priori servies par des citoyens américains) obligent les Soviétiques, s'ils veulent passer à l'attaque, à augmenter considérablement la mise. Ainsi le principe de la dissuasion reprend-t-il un sens. Et c'est le seul moyen de préserver la paix.

TERRORISME ET POLICE

Le feu vert donné par la commission « informatique et libertés » pour la constitution d'un fichier antiterroriste comporte vraisemblablement des risques pour les libertés individuelles, qu'il est difficile d'apprécier. Il est vrai qu'il était impossible de refuser à la police française les moyens de

nord-sud

La visite du Président de la république en Egypte, puis en Inde, est significative, du moins devons-nous l'espérer, du souci de la nouvelle diplomatie française de se tourner enfin vers la troisième grande puissance mondiale : les non-alignés. Même si cette puissance n'est pour l'instant qu'une virtualité.

Faut-il répéter encore que là est le champ d'action naturel d'une politique française qui serait véritablement celle de la France ? Prise entre les blocs ou soumises à leurs « alliances » des nations cherchent à vivre, comme nous ; les appuyer dans cette tentative, c'est défendre leur indépendance en confortant la nôtre. Décision politique donc, mais qui doit prendre en compte les atouts dont nous disposons et utiliser tous les instruments qui sont à notre disposition. Héritage histo-

rique, l'action culturelle est inséparable de toute diplomatie française. Exemple de l'Egypte : voici un pays qui, comme nous le rappelait récemment P.-M. Couteaux, est quelque peu oublié de ceux qui s'intéressent à ce qu'il est convenu d'appeler la « francophonie ». Et pourtant, les liens historiques et culturels franco-égyptiens sont loin d'être récents*. Mais, comme le rappelle J.-P. Péroncel-Hugoz dans « Le Monde » du 15 novembre : « Certes, on ne peut dire, statistiques en main, que la France n'a rien entrepris en Egypte sur le plan culturel au cours du dernier quart de siècle. Mais le cœur n'y est plus. Le dialogue n'est plus fait que de bribes. Les Français qui ont brillamment réussi en Egypte depuis 1970 dans les champs économique, militaire ou diplomatique, n'y ont plus de véritable politique culturelle. Les Egyptiens, avec des moyens de plus en plus limités, ont donc depuis 1956, entretenu quasiment seuls leur empreinte francophone ». Langue de culture traditionnelle de certains Egyptiens et, en tant que telle profondément enracinée dans les élites chrétiennes et chez ce qui reste de la communauté juive de ce pays, le français est également, en effet, ressenti par les Egyptiens, essentiellement comme une langue « non-alignée ». Les événements de Suez, puis l'alliance américaine ont bien sûr contribué à mettre en question les positions qu'avait le français auparavant. Mais on comprend le souci de l'Egypte, largement ouverte aux influences anglo-saxonnes, de diversifier ses échanges et de contrebalancer, en faisant ainsi appel à une autre grande langue, une présence trop souvent envahissante. L'Egypte, partageant d'ailleurs cette situation avec de nombreux pays du « Tiers-Monde », se trouve disposer d'une grande langue culturelle, l'arabe,

tout en étant obligée de former également ses élites à l'emploi des autres langues, celles qui sont actuellement les meilleures expressions de la « modernité ».

On sait que ce choix n'est pas exempt de conséquences tant économiques que sociales, et qu'aucun langage n'est véritablement neutre.

L'avantage du français étant peut-être d'être celui qui l'est le plus...

La coopération en ce sens est donc amorcée ; partie prenante à l'Association des parlementaires de langue française, l'Egypte négocie actuellement sa participation à l'Agence de Coopération Culturelle et Technique qui regroupe trente-huit Etats utilisant, à des degrés divers, le français à travers le monde. Coïncidence de bon augure, au moment où Mitterrand était reçu au Caire, cette ville accueillait le quinzième congrès de l'Institut International de droit d'expression française.

Il faut savoir qu'il y a, en outre, une quarantaine d'écoles franco-arabes d'Egypte dont, rappelle J.-P. Péroncel-Hugoz, les « quelques quarante mille élèves forment avec les huit-mille lycéens des sept établissements franco-égyptiens un contingent scolaire francophone déjà plus important que le nombre des écoliers d'Allemagne fédérale ayant le français comme première langue étrangère » ?

Il reste maintenant à continuer cet effort et à le prolonger au niveau de l'enseignement supérieur. Sans oublier que « on aimerait fort, dans son intérêt bien compris, que la France fût chez elle en faveur des études arabes la moitié de ce que l'Egypte réalise en Orient au profit de la francophonie ». Et, en effet, cet instrument politique que doit être la culture française ne peut être accepté et garder sa valeur, qu'au prix d'une certaine réciprocité.

Le français, langue non-alignée, doit redevenir un des moyens privilégiés de la coopération et de l'action commune avec les puissances véritablement non-alignées.

Parmi elles, si l'on écarte la République socialiste-soviétique de Cuba, il reste deux grands pays : une alliée des Américains, l'Egypte, et une amie de l'URSS, l'Inde.

Et pour la diplomatie française, deux objectifs de choix.

Anne SUROI

* Cf « L'Orient des Provençaux », par Michel Légoman, dans « Royaliste » 370

une démocratie sous contrôle

Les élections qui viennent d'avoir lieu au Brésil marquent un pas important vers le retour à la démocratie après dix-huit ans de dictature militaire.

Depuis trois ans sous la lente impulsion du général et président Figueiredo le processus entamé se poursuit par une loi d'amnistie et culminera avec les élections présidentielles en 1985, si tout va bien. Ces élections à double niveau ont permis d'élire le Congrès, l'Assemblée nationale, et les gouverneurs des 23 Etats des Etats-Unis du Brésil - appellation officielle du pays. Elles ont vu la victoire du parti démocrate et social, gouvernemental sur les trois partis d'opposition dont le Parti du Mouvement démocratique brésilien, parti de l'opposition officielle pendant la dictature puis du Parti démocratique travailliste de Leonel Brizola et enfin du Parti des travailleurs de l'ex-chef syndicaliste de Sao Paulo Luis Inacio Da Silva. De nombreux dirigeants de gauche font ainsi une rentrée politique spectaculaire alors que le parti gouvernemental est assuré de garder le contrôle du Congrès qui élira le président dans 3 ans.

Il faut cependant remarquer que les militaires brésiliens contrôlent ce processus à la différence de la Bolivie où les militaires divisés et discrédités rendent le pouvoir usurpé à des civils élus pour assumer une politique impopulaire d'austérité, étant donnée la grave crise économique ; et de l'Argentine où, à la suite de la désastreuse aventure militaire des Malouines un processus de démocratisation, à la vérité bien timide, a été mis en marche.

La France se doit de favoriser ces changements en développant nos relations avec les pays latino-américains et notamment avec le Brésil qui est en passe de devenir la grande puissance de l'hémisphère sud.

Philippe LABARRIERE

prévenir des attentats aussi tragiques que ceux que nous avons connus ces derniers mois, encore qu'il faille réaffirmer que le combat contre le terrorisme est prioritairement une question politique (1) à traiter comme telle. Une première remarque s'impose à propos de ce fichier : les recommandations d'utilisation restent bien floues. Les conditions d'accès à tous fichiers seront-elles mieux respectées pour celui-ci que pour les autres ? Enfin, 20.000 noms, (60.000 « références ») cela fait-il vraiment 20.000 noms ?) n'est-ce pas disproportionné si on considère le nombre possible de terroristes et d'amis des terroristes... à moins de considérer comme tels le moindre pétitionnaire ?

Deuxième remarque, plus marginale : pour nous rassurer sans doute, des journalistes, ont traduit les recommandations de la commission en : « seuls les vrais suspects seront fichés ». Or cette notion de « vrai suspect » recouvre une pratique qui se généralise dans la justice française, bien qu'elle soit contraire au droit français. Des affaires récentes ont montré que le souci du sensationnel, le carriérisme, les guerres internes aux services, ont pu pousser des policiers, comme des magistrats, à agir ou s'exprimer avec une précipitation déplacée, au mépris parfois de la recherche de la vérité, de l'efficacité, et, plus gravement, parfois, du droit des gens. De nouveaux moyens pour la police et la justice ? Oui, mais à condition qu'un esprit nouveau les anime.

(1) Nous étudions la question dans « Cité » numéro 2, à paraître prochainement.

avec jean-pierre dupuy : "la société moderne produit une sorte d'universel..."

Depuis longtemps déjà, «Royaliste» a accordé une attention toute particulière aux travaux des économistes qui intègrent René Girard à leur réflexion fondamentale. Presque seuls dans toute la presse nous avons salué, il y a deux ans, la parution de «L'enfer des choses». Nous sommes heureux d'accueillir aujourd'hui Jean-Pierre Dupuy à l'occasion de la sortie de son dernier livre.

● **Royaliste** : «La vie est un jardin aux sentiers qui bifurquent» dites-vous en commençant votre livre. Quels sentiers avez-vous suivis et, éventuellement, quelles sont les bifurcations que vous avez empruntées ?

Jean-Pierre Dupuy : Cette phrase est un hommage à Borgès, qui est présent tout au long de mon livre. Quant à mon itinéraire, il peut être évoqué en trois phases. La première, quand j'étais à Polytechnique, est celle de la croyance en un universel abstrait, en une rationalité capable de rapprocher les hommes : je pensais que la raison peut suffire à créer entre les hommes un espace commun, un lieu où ils puissent discuter. Donc dépasser les conflits par la raison. Puis je me suis éloigné de ce modèle. Le premier choc qui m'a fait bifurquer est celui du contact avec la réalité au sortir du monde protégé des études. J'ai été haut fonctionnaire, ce qui m'a rapidement dégoûté, et je suis devenu de plus en plus un critique de la société industrielle, en laquelle je voyais la réalisation monstrueusement inversée de l'idéal d'universel abstrait.

C'est dans cette seconde phase que j'ai travaillé avec Ivan Illich sur la question de l'autonomie. La troisième phase est une sorte de synthèse entre les deux précédentes : c'est un retour à une visée de l'universel - après le repli sur soi -, une tentative pour penser l'autonomie comme valeur universelle. Cette réflexion a deux dimensions : l'épistémologie des sciences, et la philosophie politique.

● **Royaliste** : dans les deux premières phases, vous avez en quelque sorte suivi le mouvement de la société - rationalisation puis contestation - alors que dans la troisième vous semblez beaucoup

plus en dehors du débat et des enjeux actuels. La crise n'a-t-elle pas étouffé un certain nombre de questions que vous avez étudiées avec Illich et que vous continuez de poser ?

Jean-Pierre Dupuy : Il est vrai que la notoriété d'Illich en France correspond au moment où notre société pouvait s'offrir le luxe de se moquer d'elle-même et de faire son autocritique. Avec la crise,

tous ces thèmes contestataires ont, semble-t-il, disparu du débat intellectuel. Cependant, ce type de critique est plus efficace que jamais dans d'autres pays : il suffit de regarder l'Allemagne. En France, il en est autrement, bien qu'un certain socialisme ait été porteur de ces idées critiques, aujourd'hui négligées. D'une certaine manière, cette contestation aurait dû prendre une nouvelle force et une nouvelle actualité avec le développement de la crise. Jusqu'en 1977, la gauche le souhaitait ...

● **Royaliste** : A travers votre livre, on s'aperçoit que, depuis longtemps, un travail souterrain se fait, hors des catégories politiques, dont le thème central est cette idée d'autonomie que vous évoquiez tout à l'heure. En quels termes la question de l'autonomie se pose-t-elle aujourd'hui ?

Jean-Pierre Dupuy : Sur ce plan, je n'ai rien à redire à ce que nous pensions il y a sept ou huit ans. Ces idées ont plus d'actualité, plus de valeur que jamais. C'est la manière de les exprimer qui a changé : la critique de type illichien se permettait, dans son style, de jouer sur les paradoxes, d'utiliser la dérision dans son repérage de toutes les «contre-productivités». Ce style n'est plus de mise aujourd'hui.

● **Royaliste** : En lisant votre livre, on a donc le sentiment d'un travail en profondeur ...

Jean-Pierre Dupuy : Le lien entre tous les chapitres de mon livre est purement formel : il a trait à la forme abstraite de l'autonomie, et cette forme abstraite est paradoxale. On peut dire que la forme de l'autonomie, c'est le paradoxe.

Je m'explique : l'autonomie n'est pas la maîtrise, qu'il s'agisse de l'autonomie d'une personne, d'une société ou même d'un système vivant. C'est là une idée révolutionnaire puisqu'on a toujours pensé la liberté comme une maîtrise sur soi-même. Au contraire l'autonomie apparaît comme toujours divisée : un être autonome réalise son unité en se séparant, en se mettant à distance de lui-



■ «Une société ne peut réaliser son unité

même. Cela apparaît très nettement chez Claude Lefort et Marcel Gauchet qui montrent la fragilité de la démocratie et le fait que le pouvoir du peuple sur lui-même tend toujours à lui échapper en se concentrant en un lieu qui lui est inaccessible (le Pouvoir, la Raison, etc.). Or ces penseurs disent que ce paradoxe est peut-être indépassable : une société ne peut réaliser son unité qu'en un lieu extérieur à elle : cela devrait vous faire plaisir puisque c'est ce que vous dites d'une certaine manière !

On retrouve également cette question chez Castoriadis, qui est en rupture avec Gauchet et Lefort sur ce point : pour lui, la tâche politique est de réaliser une société pleinement autonome, c'est-à-dire ayant totalement réintégré le pouvoir sur elle-même en son sein. Or, malgré tout, et peut-être malgré lui, on retrouve chez Castoriadis cette pensée que l'autonomie n'est pas la maîtrise, que la société autonome ne peut être totalement maîtresse d'elle-même parce qu'elle est une création continue. Elle est constamment instituante, en ce sens qu'elle re-

Jean-Pierre Dupuy. Né à Paris en 1941. Maître de recherche au CNRS, maître de conférence à l'Ecole polytechnique. Cofondateur du Centre de recherche sur l'épistémologie et l'autonomie (CREA) de l'Ecole polytechnique, et du Groupe science-culture de la Montagne Sainte-Geneviève. Travaille sur les fondements de l'économie politique et l'épistémologie des sciences sociales.

BIBLIOGRAPHIE

Les Choix économiques dans l'entreprise et dans l'administration (en collaboration avec Hubert Lévy-Lambert) Dunod, 2 tomes, 1973, 1975.

Valeur sociale et Encombrement du temps. CNRS 1975.

La Trahison de l'opulence. (en collaboration avec Jean Robert) PUF 1976. Prix franco : 105 F.

L'Invasion pharmaceutique. (en collaboration avec Serge Karsenty). Seuil/Points 1977.

L'Enfer des choses, René Girard et la logique de l'économie.

(en collaboration avec Paul Dumouchel) Seuil 1979. Prix franco : 63 F.

René Girard et le Problème du mal. (en collaboration avec Michel Deguy). Grasset, 1982. Prix franco : 97 F.

Ordres et Désordres, enquête sur un nouveau paradigme.

Ed. du Seuil. Prix franco : 88 F.

Colloque de Cerisy : l'auto-organisation, de la physique au politique.

(en collaboration avec Paul Dumouchel), à paraître au Seuil.



u'en un lieu extérieur à elle ...»

met sans cesse en cause ce qu'elle a institué : on retrouve donc l'idée que l'être autonome est toujours à distance de lui-même.

C'est peut-être à propos de cet être autonome que je suis que cette idée est la plus frappante, car dans ce cas je peux prendre le point de vue intérieur. Je sais alors, comme le dit Ortega y Gasset que «Je suis une part de tout ce que j'ai rencontré». Je suis donc une machine qui transforme le hasard en significations. Et c'est cette figure paradoxale qui est au cœur de mon livre.

Ivan Illich a vu cela très tôt mais il n'a pas été compris : on a considéré à tort Illich comme l'apôtre de la mort des institutions. Par exemple, il ne voulait pas une «société sans école» - le titre était mal traduit de l'anglais - mais seulement en finir avec l'emprise des écoles sur toute la société. De même pour la médecine : il ne voulait pas détruire la médecine, ce qui eût été stupide. Sa critique était beaucoup plus subversive puisqu'elle consistait à dire que la santé résulte à la fois de la médecine et de l'autonomie des gens, qu'il faut mettre la médecine

au service des gens. Il faut donc penser - en termes illichiens - la «synergie positive» entre l'autonomie des gens et ce qui peut toujours la détruire. Illich est donc un penseur du paradoxe : l'équilibre social est un équilibre toujours fragile entre l'autonomie et l'hétéronomie (les institutions si vous préférez) qui peut toujours la détruire.

● **Royaliste : Vous ne pensez donc pas qu'une société soit possible sans transcendance ?**

Jean-Pierre Dupuy : C'est une question qui me passionne et que nous sommes en train d'étudier au C.R.E.A. : toutes les pensées de la modernité qui ont voulu en finir avec toutes les formes de transcendance - divine puis sociale - ont toujours reproduit des pseudo-transcendances. La question est de savoir si on peut imaginer des mises à distance du social par rapport à lui-même qui ne soient pas des transcendances. Castoriadis essaie de penser de façon systématique et cohérente un social autonome qui se passe de toute transcendance tout en n'étant pas totalement maître de lui-même puisque - nous l'avons vu - il crée sans cesse. Mais je ne sais pas si Castoriadis tient son pari ...

● **Royaliste : Quel est le lien entre cette réflexion sur l'autonomie sociale et ce que vous dites des nouvelles théories scientifiques ?**

Jean-Pierre Dupuy : Ce n'est pas un «hasard» si j'ai rencontré chez Illich, au Mexique, Heinz von Foerster qui est le grand maître des paradoxes logiques et épistémologiques qui sont au cœur des pensées scientifiques dont je parle dans mon livre.

Le point commun à toutes ces pensées est de ne plus étudier l'ordre et le désordre comme deux entités qui s'opposeraient - l'ordre étant conçu comme pur de tout désordre - mais au contraire de penser la complémentarité paradoxale entre l'ordre et le désordre. L'ordre inclut en lui-même le désordre, qui peut toujours le détruire. Or on retrouve cette forme abstraite dans tous les domaines : en physique, en mathématique, en thermodynamique, en biologie...

— Ainsi en physique, Kenneth Wilson (prix Nobel 1982) est le théoricien de ces situations critiques où l'on ne sait plus faire la distinction entre le niveau local et le niveau global. Par exemple l'eau, quand elle ne peut plus être distinguée comme liquide et comme gaz : à ce moment-là, tout événement local a une répercussion au niveau global. L'image sociale que l'on peut donner de ce phénomène est celle de la panique : un petit événement local embrase tout l'espace social. Il en est de même en physique : de tels systèmes ont l'air d'être auto-or-

ganisés, ils semblent se comporter comme un tout alors que les interactions entre éléments restent purement locales. De telles situations critiques confondent les idées que nous avons de l'ordre et du désordre.

— En thermodynamique, Ilya Prigogine parle de «structures dissipatives» : elles ont aussi la propriété que tout événement local a des répercussions globales, mais ces structures sont stationnaires à la différence des états critiques éphémères dont nous venons de parler.

Il se trouve qu'on étudie ces situations ambiguës aujourd'hui, dans des sociétés qui s'éloignent de plus en plus du sacré. Pourquoi ? Parce que c'est le sacré qui sépare de façon rigide l'ordre et le désordre : il y a des temps profanes et des temps sacrés et l'on se méfie des moments de passage entre les deux, de toutes les situations où ces temps sont brouillés.

C'est René Girard qui nous fait comprendre pourquoi il en est ainsi : le rituel consiste à mimer tout ce qui est interdit dans le temps et l'espace profanes puisque, dans le profane, ce sont les interdits qui ont pour mission d'éviter la reproduction d'une crise sacrificielle, alors que dans le temps sacré on met en scène cette crise. Il y a donc deux modes antinomiques et contradictoires de protection contre la violence : le premier qui l'interdit, le second qui la met en scène pour mieux la maîtriser. Nos sociétés en voie de désacralisation peuvent se payer le luxe de mêler le temps de la fête et le temps du quotidien, le théâtre et la vie. Comme on affronte cette situation de mélange dans la société, ce n'est pas un hasard si elle est pensée dans la science.

● **Royaliste : Qu'en est-il des théories de l'auto-organisation en biologie ?**

Jean-Pierre Dupuy : Elles sont nées d'un théorème d'impossibilité : une autonomie pure n'est pas possible. Supposons un être abstrait capable de modifier certaines lois de son comportement ; la loi de cette modification fera partie de la définition de cet être et ne sera pas modifiable elle-même. Il y aura toujours un «méta-niveau» qui échappera à la maîtrise de soi du système. On retrouve cette forme abstraite en politique : jusqu'à quel point la Constitution peut-elle inclure sa loi de modification ? On ne peut aller jusqu'au point où la Constitution serait parfaitement maîtresse d'elle-même : il y a toujours un point extérieur, quelque chose d'intouchable.

Pour en revenir à la biologie, ce constat suffit à montrer les limites du dogme selon lequel le génome

(séquence des A.D.N. de la cellule) serait un programme d'ordinateur. On est obligé d'ajouter que ce «programme» se programme lui-même. Or il ne peut se programmer totalement. Tel est le point de départ des théories de l'auto-organisation, personnifiées par Henri Atlan et Francisco Varela.

La solution d'Atlan est de dire que l'environnement participe à l'organisation de l'être vivant, sans l'informer au sens propre du terme - sans lui donner de formes déjà-là - mais par des agressions aléatoires chaotiques, que l'être vivant transforme en nouvelle organisation pour lui. Dans cette pensée, le hasard n'est pas une causalité extérieure à l'être vivant, mais une catégorie épistémologique liée à la position de l'observateur qui regarde le système vivant à un niveau donné de sa hiérarchie. Donc il le mutile. Le principe de «complexité par le bruit» dit que ce qui est hasard à un niveau peut devenir signification à un autre niveau. Or la pensée du social doit affronter le même problème, et notamment le libéralisme (Adam Smith par exemple) qui pense l'ordre collectif à partir des désordres individuels. Aux Etats-Unis, c'est l'ultra-libéralisme qui s'est emparé de ces idées scientifiques, alors qu'en France elles sont reprises par le mouvement auto-gestionnaire et anti-libéral. Vous voyez combien les choses sont complexes !

Quant à Varela, il essaie de penser l'auto-référence, c'est-à-dire ce qui se passe lorsqu'un système se produit lui-même. L'exemple social de la panique permet de le comprendre : dans la panique, il n'y a pas de cause extérieure, mais un incident mineur qui la déclenche, même si c'est toujours à une cause extérieure (un «bouc émissaire») que l'on impute le désordre qui en résulte.

● **Royaliste : Cette réflexion sur l'autonomie n'est-elle pas désespérée ? La modernité n'est-elle pas en train de détruire toute autonomie et tout lien social ?**

Jean-Pierre Dupuy : Ma rencontre avec René Girard m'a permis de comprendre que la critique illichienne de la société industrielle perdait de vue la forme paradoxale dont je vous parlais. La société moderne a tous les effets négatifs que vous connaissez (aliénations, perte du lien social) mais en même temps elle produit une sorte d'universel en démolissant toutes les barrières entre les hommes. Faut-il, face à cela, valoriser les obstacles entre les hommes pour éviter qu'ils ne tombent les uns sur les autres ? C'est la question que je me pose.

propos recueillis par
Bertrand Renouvin

ENTRETIEN

Des Français courent des risques en se rendant en URSS, chargés de tracts, de journaux, de bibles, revenant en occident avec les fameux samizdats. Qui sont-ils ?

libérer les russes ?

● **Royaliste** : Il est fascinant de constater que les militants des années 70, «extrémistes» de tous bords, se retrouvent aujourd'hui au coude à coude pour les mêmes luttes : les uns conduisent des caravanes pour l'Afghanistan, les autres affrètent des bateaux pour recueillir les «boat people». La première idée venant à l'esprit est que ces gens là, déçus par la politique, mettent leur générosité au service de causes uniquement humanitaires. Est-ce la cas des membres de l'Association pour la Russie Libre ?

A.R.L. : Bien entendu les drames humains provoqués par les régimes totalitaires suscitent chez nous la compassion et si possible une charité active. Mais des contacts un peu plus poussés avec des opposants des pays du glacis soviétique nous ont appris que les actions charitables étaient insuffisantes. De l'autre côté du rideau de fer on attend autre chose de nous. C'est pourquoi notre association ne fait pas de l'action humanitaire son but principal.

● **Royaliste** : Cependant votre campagne actuelle en faveur de Valeri Senderov et de Rostislav Evdokimov est en tout point semblable à celle qui peut être menée par d'autres en faveur de Chtcharrenski.

A.R.L. : Oui, il s'agit de cas d'urgence. Senderov et Evdokimov sont menacés d'une mort atroce en hôpital psychiatrique. Cependant l'exemple de ces deux hommes illustre bien notre analyse.

Si l'on examine la société soviétique, on constate une évolution chez ceux qu'on appelait naguère les dissidents. Au sortir du stalinisme les revendications se situaient sur le terrain de la défense des droits de l'homme. Puis on a assisté à une tentative de dialogue avec les autorités,

pour obtenir au moins une application de la constitution soviétique (on se rappelle la «lettre aux dirigeants soviétiques» de Soljenitsyne et les appels au dialogue de Sakharov. Aujourd'hui les «dissidents» - il faut désormais les appeler plutôt «opposants» - ont pris conscience que le système ne peut se démocratiser progressivement ainsi que certains avaient pu l'espérer un temps. Et on assiste à une multiplication significative de programmes et d'organisations politiques. C'est ainsi que Senderov et Evdokimov revendiquent leur appartenance au mouvement politique N.T.S.

● **Royaliste** : En soutenant ces opposants politiques vous pensez donc qu'une «destabilisation» - de l'intérieur - du système soviétique est possible ?

A.R.L. : A l'occasion de la récente succession de Brejnev, un rédacteur de «Royaliste» émettait l'idée que seule «l'irruption du peuple russe sur la scène de l'histoire» pouvait renverser une tendance à la guerre extérieure qui est celle de tous les empires hégémoniques. Alors, s'il nous est possible de faire quelque chose pour favoriser cette irruption, faisons-le ! Pour la cause de la paix. Multiplions les contacts entre l'URSS et la France, aidons à la diffusion d'une information libre à l'Est, pour favoriser l'émergence d'une opinion critique, soutenons les oppositions organisées.

Quant à parler de «destabilisation» c'est pour le moins prématuré, et dépasse notre compétence. Nous nous contentons de semer quelques graines de liberté à l'Est.

propos recueillis par
Frédéric Aimard

(1) Association pour la Russie Libre, BP 1195 16 - 75764 Paris Cedex 16, CCP 7 758 18 L Paris.



■ File d'attente en U.R.S.S.

moscou brûle-t-il ?

Mort du numéro un soviétique. Moscou ferme ses portes. Troubles, Syndicats libres. Sous-alimentation des boutiques. Difficultés au sein de l'armée rouge...

Inégalités flagrantes dans la patrie du socialisme. Disettes. Agitation dans les pays satellites. Lutte pour le pouvoir parmi les apparatchikis. Libérations dans les Goulags. Emeutes. La milice débordée. Pillages. La population du Grand Archipel se révolte, s'évade, marche sur Moscou, envahit la Place Rouge en meutes hurlantes. Des incendies éclatent, la loubianka est mise à sac. Moscou brûle-t-il ? Moscou brûle. Exit l'empire soviétique.

Non, il ne s'agit pas là du reportage - oh combien - exclusif de notre envoyé spécial en URSS pour les funérailles de Léonid Brejnev, mais du résumé de «La Chute de l'Empire soviétique». Disons-le tout de suite, l'auteur a tendance à prendre ses rêves pour la réalité, ou plutôt, à amener la réalité à coller avec ses rêves.

Mais soyons juste. Donald James ne prétend écrire qu'un roman de politique fiction, et y réussit parfaitement. Il y parvient d'ailleurs presque trop bien, puisqu'au fil des pages, on en vient à oublier le côté fiction de l'ouvrage.

En effet, l'auteur, puissamment documenté, n'invente pas les données sur lesquelles il a bâti son livre. Ça et là, on aperçoit ses références. Des livres, à commencer par ceux de Soljenitsyne (1), ou «Les Russes», du journaliste Hedrick R. Smith (2), «L'Empire éclaté» d'Hélène Carrère d'Encausse (3). Mais aussi des documents : «The military balance» très certainement, des rapports, publiés, de la CIA, et sans aucun doute, une masse énorme de coupures de presse.

Là est d'ailleurs le piège. Car, à partir de réalités tangibles, l'imaginaire du romancier prend forme d'analyse. L'un des points faibles de ce livre vient de l'amalgame que fait l'auteur entre

l'URSS proprement dite et les pays «frères» : en effet, tant historiquement que sociologiquement, la Pologne est formellement différente des Républiques soviétiques, et l'ouvrier Denski de Léninegrad qui, dans le livre, ressemble comme un frère à Lech Wałęsa, ne saurait être, dans la réalité, qu'un vague cousin éloigné, et bien vite baillonné.

Mais, il n'en reste pas moins très vrai que l'agriculture soviétique souffre d'un manque de productivité chronique, jusqu'à provoquer des disettes locales ou même des pénuries totales de certains produits (comme la viande en Moldavie, voici quelques années) (4), que l'armée engloutit une part énorme du budget de l'Etat (15% du PNB) (5), ou que l'économie soviétique s'avère être aujourd'hui au bord du gouffre. Mais ce qui est particulièrement bien montré et démontré, c'est le fonctionnement interne de la société soviétique, celle du peuple comme de la nomenklatura.

Et, si les conclusions sont contestables, les extrapolations plus qu'audacieuses, «La chute de l'empire soviétique» a le mérite de rester extrêmement instructif. Sans aller jusqu'à parler d'un documentaire, il sait présenter certaines réalités de la société soviétique, et pourquoi pas, peut donner envie d'en savoir plus sur celle-ci.

A.R.

Donald James -La chute de l'Empire soviétique- Ed. Sylvie Messinger, prix franco 74 F.

(1) Notamment «L'Archipel du Goulag» et «Le chène et le veau», Le Seuil.

(2) «Les Russes, ou la vie de tous les jours en Union soviétique», Belfond.

(3) Flammarion, prix franco : 63 F.

(4) En 1974, pour être précis.

(5) «The military balance», 1980-81.

Lorsque Paul VI mourut en août 1978, le monde n'allait pas très bien. L'Eglise non plus. Ce n'était pas la faute du pontife défunt qui au milieu des périls avait mené sa barque sans défaillances. Le prince de l'esprit qui était aussi l'homme de l'ouverture ne trouva que portes fermées là où il voulait offrir son dialogue de salut, indifférence là où il voulait élever les cœurs. Tristesse de la fin d'un pontificat dans une Italie où Aldo Moro était assassiné, crépuscule d'une œuvre au sein d'une culture indifférente à toute requête de l'Esprit. Il y eut là-dessus les trente-trois jours de Jean-Paul Ier dont le témoignage évangélique, la simplicité et la transparence ont surpris, comme peut surprendre le signe d'un autre monde. Puis Jean-Paul II vint de sa Pologne. André Frossard prétend qu'il est plutôt droit venu de Galilée. Alors quelque chose s'est produit dans l'histoire, un recommencement, un reflux. La croix brandie par le pontife polonais comme le signe de victoire. Un véritable renversement...

Les derniers développements de l'enquête sur l'attentat du 13 mai 1981 laissent penser que, décidément, ce ne pouvait être l'acte isolé de quelque fanatique. La cible visée s'inscrivait trop dans les équilibres mondiaux, son rôle d'acteur historique était trop déterminant pour que les services secrets des empires se désintéressent du pontife romain. Depuis le début de l'automne 1978, Jean-Paul II a réveillé sur tous les continents les énergies de la Foi, à tel point que le christianisme avec lui est redevenu capable de jouer sur les déterminismes historiques. Je ne pense pas seulement à la Pologne. Tous les pays et continents visités par cet homme intrépide ont vu se réveiller des énergies spirituelles ensommeillées. Le dernier voyage en Espagne, par exemple ! Le message est clair et il est d'ailleurs parfaitement reçu par les foules, quoi qu'en aient quelques commentateurs venimeux et impuissants. A nous autres Français, le pape vient de s'adresser dans un message particulier lancé depuis la place Saint Pierre et qui nous somme de nous réveiller et de rompre avec les chaînes de la sécularisation.

INSTAURER POUR AUJOURD'HUI

Karol Wojtyla est le pape du sursaut, qui ne se contente pas d'affirmer son refus du déclin. Il rend confiance et il remobilise. En affirmant le message évangélique dans toute son exigence, il rend au christianisme non seulement toute sa force spirituelle, mais il lui rend son efficacité sociale. On aura l'occasion de s'en rendre compte avant peu. Alors que le message chrétien se dissolvait dans un très vague humanisme, il se rendait aux idéologies les plus en vogue en se perdant. Tandis qu'il se réveille, il retrouve toute sa puissance d'incarnation, avec la possibilité de peser sur des situations bloquées. Dans la crise mondiale et dans la diversité des situations régionales, ce n'est pas un secours à dédaigner. Une fois encore, je ne pense pas seulement à la Pologne (c'est toute l'Europe de l'Est et la Russie qui se trouvent aussi en cause) mais aussi à l'Amérique latine qui est d'ores et déjà le premier continent chrétien.

J'anticipe - mais à peine. Jean-Paul II n'entend pas restaurer l'ancienne chrétienté. Il veut instaurer pour aujourd'hui. Vaste programme et qui requiert pour qu'on le comprenne les

n'ayez pas peur



par
gérard
leclerc

appels très concrets et les encouragements à certains mouvements pour que la société civile soit inspirée par l'esprit chrétien. Comprenez qui pourra. Le pape n'entend pas récupérer un pouvoir temporel, il a simplement le sentiment que l'Evangile n'est pas sans rapport avec les exigences du bien commun et de la justice.

Sur ce problème comme sur l'ensemble de la pensée intime de Jean-Paul II, nous avons grâce à André Frossard un ouvrage de référence d'un type tout à fait nouveau. La pensée de l'évêque de Rome, du docteur, s'exprime dans les actes du magistère, encycliques, discours, documents que le pape actuel dispense généreusement, et que l'on retrouve dans «la documentation catholique» et quelques autres publications spécialisées. Frossard a pensé qu'il pouvait servir d'intermédiaire pour permettre un accès plus facile grâce à l'unité d'un livre qui peut offrir une synthèse et aux «facilités» voire au charme d'une conversation. Le pape a tout de suite discerné l'avantage d'un tel moyen d'expression et il faut remercier Frossard de ce dialogue qui nous permet d'accéder à la pensée et aux convictions de son interlocuteur.

LE PAPE DES DROITS DE L'HOMME

Jean-Paul II s'adresse à Frossard et au-delà de lui à tout lecteur en quête de vérité, dans le langage d'aujourd'hui. Ou plus exactement dans un langage qui répond aux requêtes de l'homme contemporain, en les dépassant. Le pape ne s'accorde aucune facilité, il profite de l'occasion qui lui est donnée pour aller jusqu'au bout de sa pensée, en faisant fond sur toutes les ressources de sa culture. Cette culture s'enracine évidemment dans l'Ecriture, se nourrit de toutes les strates de la tradition, patristique, scholastique, mystique et s'inscrit également dans la modernité en faisant son miel des courants les plus féconds de la philosophie contemporaine (on sait que l'abbé Wojtyla s'est beaucoup intéressé à Max Scheler). L'ensemble donne une intelligence de la Foi qui est riche et aigüe, mais qui est d'abord la vision d'un spirituel. Intelligence du monde également et de ses requêtes.

J'ai été personnellement satisfait de voir le pape confirmer ce que je pense depuis plusieurs

années sur la façon dont il considère les droits de l'homme et qui est l'opposé de ce que certains lui attribuent calomnieusement (c'est-à-dire une sorte de culte que l'homme se rendrait à lui-même indépendamment de sa condition dans l'économie du salut). «On dirait que l'homme doit passer par les plus douloureuses expériences pour trouver enfin ces principes et ces vérités apparemment évidentes qui constituent le code d'une conscience saine, ou du droit naturel, pour employer un langage qu'on n'écoute pas volontiers aujourd'hui. La plus tragique expérience de notre siècle, avec les cruautés d'une guerre dite «totale», l'extermination de dizaines de millions de personnes, les affreuses expérimentations des camps de la mort, les génocides programmés, l'explosion de la première bombe atomique... cette terrible expérience aura en quelque manière frayée le chemin à la codification des droits de l'homme... On aura compris, précisément à la suite de cette tragédie, que, au centre des dangers qui nous menacent, il y a d'abord... l'homme lui-même.» Nier ce surgissement des droits qui s'affirment dans l'épreuve radicale me paraît d'une gravité extrême, à la fois dans une perspective chrétienne et dans une perspective simplement politique. C'est anéantir tout point de repère, tout fanal dans la nuit de la barbarie, philosophiquement, c'est également tuer ce qu'un Malraux aurait lui aussi appelé cette exigence que constitue l'homme.

Optimiste, le pape des droits de l'homme ? Certains l'en accusent, certains l'en félicitent. Mais il faudrait connaître la cause réelle de cet optimisme. Elle ne tient nullement en une sorte de confiance rousseauiste ou pour parler en termes théologiques de pelagianisme plus ou moins qualifié. Frossard a interrogé le pape sur ce point précis et sa réponse nous livre en fait le secret de Karol Wojtyla. «Depuis longtemps, j'aime à méditer ces mots du Christ à l'apôtre Pierre : «Confirme tes frères». Le pape se réfère à tout le contexte de cette parole. Pierre, humainement n'était certainement pas le plus apte à affermir les autres. A preuve, le triple reniement. Mais le Christ lui a dit une fois pour toutes : «J'ai prié pour que ta foi ne défaille pas»... «Eh bien, elle n'a pas défailli. Non elle n'a pas défailli... Ni à Jérusalem, ni à Antioche, ni à Rome, ni jamais jusqu'à sa mort, sur la colline du Vatican, au temps de Néron. Pierre savait que si sa foi ne défailtrait pas, s'il pouvait «affermir ses frères», c'est parce que le Maître priait pour lui, dans une intercession... qui dure encore. De plus à l'heure du danger, alors qu'il était emprisonné par Hérode et déjà condamné à mort, toute l'Eglise priait pour lui, comme le rapportent les Actes des Apôtres. Elle priait comme si elle devinait les intentions du Christ.» Telle est la seule source à laquelle se retrempe l'optimisme de Jean-Paul II. C'est pourquoi il est sans limites dans son ordre à lui. Pour le monde tel qu'il est le pape réclame simplement la miséricorde.

Gérard LECLERC

André Frossard - *Dialogue avec Jean-Paul II* - Robert Laffont. (prix franco : 75 F.) La place me manque pour rendre compte d'un autre ouvrage de Frossard - *La baleine et le ricin* - méditation très clavéenne sur la situation du monde et la nécessité d'une fracture interne pour l'ouvrir à la grâce. Ed. Fayard. (prix franco : 62 F.)

il est paru

Bertrand Renouvin
Charles Maurras
L'ACTION FRANÇAISE
et la
question sociale



Collection Lys Rouge

Le livre de Bertrand Renouvin, «Charles Maurras, l'Action française et la question sociale», paraît cette semaine. Les souscripteurs de la région parisienne pourront venir le retirer à nos bureaux et le faire dédicacer par l'auteur le mercredi 15 décembre, (vente-dédicace de 18 h 30 à 20 h et conférence-débat : 20 h - 22 h).

Avant la diffusion au public, nous vous proposons de bénéficier encore du prix de souscription jusqu'à ce samedi 18 décembre («cachet de la poste faisant foi») de 78 F (83 F port compris). Profitez de cette offre exceptionnelle. A partir du 20 le prix est de 98 F (103 F franco).

Ce livre de 224 pages est présenté sous une élégante couverture (2 couleurs, pelliculée), il comporte un index des noms cités et des annexes explicatives. Un cadeau à offrir ou à se faire offrir pour les fêtes.

BON DE COMMANDE

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

commandeexemplaire(s)
du livre de Bertrand Renouvin et
verse pour cela la somme de :

.....
à l'ordre de «Royaliste», 17, rue
des Petits-Champs 75001 Paris.

LETTRES

lumière et fraternité



Si l'on reconnaît l'arbre à ses feuilles, toutes celles rassemblées ici font décidément du Blondin un bois dont on aime à se chauffer.

1982 restera comme un bon millésime : Roger Nimier l'ouvrait en *Elève d'Aristote*; il se referme avec Blondin et sa *Vie entre des Lignes*.

On aura comoré qu'il est dans ces pages souvent question de littérature; Nimier rétorquerait qu'il n'y a pas de mal à cela. D'autant que cette littérature est la seule qui nous importe, «*qui ne prétend pas enseigner, mais nous donne des amis*».

Nos meilleurs amis sont des maîtres. Que si, la déclivité des consciences aidant, «*notre fidélité aux personnes, nos amitiés ont pris rang de sentiments politiques, fort bien : nos légendes nous aideront à passer l'hiver*». Suivent quelques noms inconvenants, de ceux que le professeur, en toute sympathie, vous déconseille de citer dans une copie d'examen : Charles Maurras, Robert Brasillach... Auteurs croquemitaines, préposés à l'effroi des scribes accroupis, qui les connaissent bien pour ne les lire jamais.

M. Blondin, qui a de la lecture, ne parle que de ses amis. A peine dégonfle-t-il, au passage, une ou deux vessies lanternantes, pour nous faire souvenir qu'il écrit armé, et que la bienveillance n'est pas la démobilitation. Claudel est ainsi renvoyé à Barbedienne et Jacques Prévert au marché aux puces, lui qui a «*rendu à la poésie ses lettres de commerce*».

D'autres silhouettes, plus cordiales, se laissent entrevoir : Colette en fée marraine, Paul Morand, Giraudoux. Toutes pourraient faire leur cette maxime ap-

pliquée à Kléber Hædens : «*l'un des devoirs de l'écrivain (...) consiste à dresser, malgré tout, un inventaire passionné du bonheur*». C'est le signe distinctif de cette bibliothèque en forme de foyer, l'air de famille de ceux qui feignent d'être morts, et se sont déguisés en livres. Roger Nimier, Alexandre Vialatte, Marcel Aymé (dont je fus le condisciple, là-bas où nichent les vouivres, dans un collège établi jadis par Charles Quint. Une ancienne boîte à archiducs. Hélas, l'inconcevable négligence de la Parque expéditrice m'a fait rater le rendez-vous de cinquante ans).

«*Je ne déteste rien tant que de décevoir... Je ne supporte pas d'entendre le bruit d'une porte ou d'un cœur qui se ferme*». On lira, pour comprendre ce qu'amitié veut dire, la défense de Roger Nimier contre les aigreurs sermonneuses d'un certain Le Mouton de Boisdeffre. L'affection commande la rigueur, autant que la critique littéraire, qui n'autorise pas d'être goujat.

M. Blondin s'est offert la coquetterie de nous donner ce livre avec la saison qui lui sied. C'est novembre dans ses meilleurs jours, une heure de fin d'automne où tout est vif, net, lumineux. Vous ne risquez pas d'y croiser quelque importun Boisdeffre : c'est l'heure tranquille où les pions vont boire.

Philippe BARTHELET

Antoine Blondin - *Ma vie entre des Lignes* - La Table Ronde. Prix franco : 97 F.

coup de cœur pour coups de gueule

Poétique, politique, damné de la terre, du ciel et de la mer, Erwan Picard est l'un de ces poètes maudits, de ceux qui gueulent leurs vers à la face des interdits, qui déflorent les mots, troussent vertement la langue, violent les tabous et déculottent les hypocrites.

Tout cela avec autant de rage que de tendresse, de colère que d'amertume.

Avec lui, la poésie devient polémique, le vers slogan, le recueil manifestation, et l'amour demeure.

On a un coup de cœur pour ces coups de gueules. Tous ceux qui aiment la Celtie, tous ceux qui aiment la poésie rude et sincère, celle qui n'a pas peur d'être mal embouchée et de pied-de-nézer les usages, devraient lire ce petit recueil, «*De Trégors en Bretagne*».

«*Viens t'en griffer tes pas
Aux granits des sentiers
En la forêt des druides...*»

Picard nous invite en son pays et, tout en déplorant que «*Nos bateaux/battent/pavillon franc...*», il annonce que quelque part :

«*Lors, ce temps, les corsaires
cardent*

*L'âme des goëlettes
Et s'aiguisent aux voix des
bardes
Les couteaux de la fête...*»

Une fois n'est pas coutume ! Essayez donc de lire «*ces poèmes de granit et de sel*».

André ROY

Erwan Picard a obtenu cet été le Grand Prix de Poésie de l'Ouest.
Erwan Picard - *De Trégors en Bretagne* - en vente, 3, rue Edouard Jordan - 35000 Rennes.

le 3ème congrès

Samedi et Dimanche prochains, se tiendra le 3ème congrès des adhérents de la NAR. Ce congrès a pour tâche essentielle de définir notre ligne politique et d'approfondir notre projet royaliste dans un certain nombre de domaines. Outre la motion de politique générale qui sera votée à la fin du congrès, quatre thèmes de travail ont été choisis par les adhérents : «La France et le Proche Orient» «Quelle politique industrielle pour la France ?» «La politique culturelle de la France dans le monde» et «Les institutions de la Vème République - La pratique socialiste». A l'issue des travaux, des textes de synthèse sur ces quatre sujets seront également adoptés par les congressistes. Le prochain

numéro de «Royaliste» publiera l'ensemble de ces motions.

Notre congrès, réservé seulement aux adhérents du mouvement, se déroulera à huis-clos et nous regrettons de ne pouvoir y admettre les lecteurs et amis de «Royaliste» qui, quoique non-adhérents, souhaiteraient pouvoir participer aux travaux. C'est une raison supplémentaire pour les inciter à concrétiser leur accord avec nos idées fondamentales en signant une demande d'adhésion ce qui leur permettra, à l'avenir, de participer directement aux décisions prises dans nos congrès annuels. Les formulaires de demande d'adhésion sont à votre disposition, il suffit de nous les demander...

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis dans les locaux du journal, à 20 h, ont lieu des conférences-débats ouvertes à tous les sympathisants et lecteurs de «Royaliste». A l'issue de ces conférences un repas froid (participation aux frais : 13 F) est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions dans une ambiance amicale. Les lecteurs qui veulent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

Mercredi 8 décembre

De 18 h 30 à 20 h, Bertrand Renouvin dédicacera son dernier livre «Charles Maurras, l'Action française et la question sociale».

A 20 h, conférence de Bertrand Renouvin sur le même sujet. Ce sera l'occasion de réfléchir à nou-

veau sur l'histoire du royalisme contemporain et de s'interroger sur l'intérêt ou le poids d'un certain héritage.

Mercredi 22 et mercredi 29 décembre : pas de réunion en raison des fêtes de fin d'année.

Mercredi 5 janvier : **Paul Thorez**, fils de l'ancien secrétaire général du Parti communiste, viendra présenter son dernier livre «Les enfants modèles» qui lui a valu l'anathème de «L'Humanité».

● SAINT-AMAND-MONTROND

Mercredi 8 décembre à 20 h 30, une réunion publique aura lieu à la Mairie de St-Amand sur les thèmes : «Supprimer le service militaire ? Le pacifisme ennemi de la paix ?» A la suite du débat une conférence de presse sera tenue sur «la NAR et les municipales».

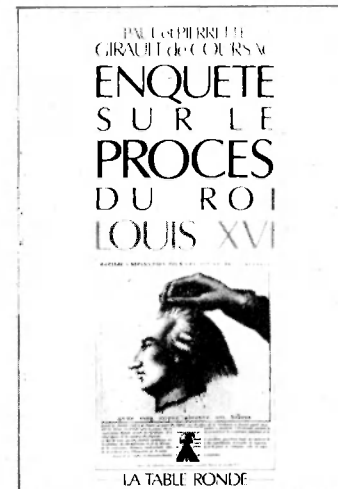
Communiqué du collectif des Jeunes Royalistes

Le collectif des étudiants de la Nouvelle Action Royaliste qui comporte plusieurs élus dans les conseils d'UER, prend connaissance avec stupéfaction des projets du Ministère de l'Education Nationale à propos des élections universitaires.

En définissant arbitrairement les dénominations de listes étudiantes, le Ministre manifeste vis-à-vis des étudiants un mépris inadmissible en les considérant comme des citoyens mineurs. Cet excès de pouvoir caractérisé qui réintroduit la pratique des «candidats officiels» est une atteinte grave à la démocratie. Il va à l'encontre du but recherché qui est de mobiliser les étudiants pour ces élections.

C'est pourquoi le collectif des étudiants de la Nouvelle Action Royaliste ne peut que condamner catégoriquement ce qui pourrait constituer un danger précédent.

le 1er décembre 1982



ENQUETE SUR LE PROCES DU ROI LOUIS XVI

L'ouvrage de Paul et Pierrette Girault de Coursac dont Gérard Leclerc a rendu compte dans le dernier numéro de «Royaliste» est maintenant paru et tous les souscripteurs ont du recevoir leur livre. Ceux d'entre eux qui ne l'auraient pas encore reçu doivent nous le signaler afin que nous puissions déposer une réclamation auprès des P.T.T. L'ouvrage est maintenant en vente à notre service librairie au prix normal de 160 F (prix franco 187 F).

6e LISTE DE SOUSCRIPTIONS

Notre souscription se termine avec la 6ème liste que nous publions aujourd'hui. L'objectif que nous avions fixé a été atteint et je tiens à remercier tous ceux qui par leurs dons, des plus importants aux plus modestes, ont contribué à ce succès. Certes, l'équilibre financier de notre mouvement et de notre journal restera toujours quelque chose de fragile, mais la conviction que la foule de nos lecteurs et sympathisants est toujours prête à venir nous épauler en cas de difficultés, nous rend la tâche plus facile. Encore merci.

Y.A.

Ano. Haute Loire 20 F - P. Le Chevalier 50 F - M. Paris 55 F - B. Barbe 40 F - B. Lacaze 39 F - Ano. Nantes 300 F - F. Gerlotto 270 F - C. Jeunier 50 F - L. Veyrenc 20 F - Ano. Nancy 120 F - A. Toullec 37 F - Desvernois 25 F - G.L. (Yonne) 500 F - Ano. Bruxelles 200 F - F.G. (Rennes) 50 F - T. du Perray 400 F - J.-C. Houx 100 F - J.-P. Lopez 15 F - Mme Aubouneau 50 F - F.D. 50 F - P. Clavel 100 F - JP Bouis 500 F - D. Wolf 150 F - A. Stevens 300 F - M. Govin 200 F - J. Amosse 800 F - H.N. Kissin 200 F - JP Hily 150 F - J. Chassal 120 F - A. Fleury 250 F.

Total de cette liste : 5 161 F
Total précédent : 29 772 F
Total général : 34 933 F

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'échec de la réunion du GATT (1), à la fin du mois dernier, n'est pas surprenant. Les Etats-Unis voulaient une nouvelle fois imposer leur loi aux pays européens : leurs espoirs se sont effondrés parce qu'ils n'avaient pas lieu d'être. Ce n'est pas une grande victoire puisque les véritables questions continuent de se poser, mais cette résistance était nécessaire.

Il faut cependant revenir sur ce très mince événement, puisqu'il a alimenté la campagne anti-protectionniste qui se développe en France depuis l'affaire de Poitiers. Dans la presse écrite, il n'est question que de la «montée» d'un protectionnisme dont le «péril» doit être dénoncé. On accumule les clichés, avant d'asséner les évidences et de prononcer les condamnations : apparaît l'image d'une France «frileuse», «repliée sur elle-même», bientôt victime de «représailles» puis séparée du monde. Le protectionnisme, déjà inadmissible, devient, par un glissement de sens abusif, une abominable autarcie. Voici que se propage l'hérésie de la «France seule», sur laquelle plane déjà l'ombre de Maurras : elle obscurcit la lumière du Libre-Echange, qui rayonnait d'une universelle bonté.

Ainsi va le débat politique français. Le manichéisme, qui n'est pas son moindre défaut, gagne maintenant le domaine austère du commerce international - et même les intellectuels se jettent dans la bagarre. Elle est apparemment simple : d'un côté la liberté politique, économique et culturelle; de l'autre le protectionnisme, le «poujadisme culturel», l'anti-américanisme, l'étatisme. Les camps sont bien délimités : reste à faire son choix entre le Bien et le Mal. Ainsi présenté, ce n'est pas difficile...

Quitte à déconcerter les auteurs de schémas, qui s'empressent déjà de nous ranger dans le camp «nationaliste», il faut dire que nous refusons cette alternative artificielle, qui repose sur la fabrication de deux mythes concurrents : le libre-échange n'existe pas, le «protectionnisme» n'est pas là où on le dénonce.

L'UTOPIE LIBÉRALE

Le libéralisme économique est un mirage, une illusion fondée sur une théorie dont le caractère fallacieux a été établi (2). La «libre concurrence» n'a jamais existé mais seulement l'exploitation impitoyable des pauvres par les puissants (3). Le «marché» ne se trouve que dans les livres, et «l'équilibre» ne s'obtient que par des formules étrangères à toute réalité. Quant à la liberté des hommes, elle s'est trouvée écrasée par la sponta-

le libre-échange en question



par
bertrand
renouvin

néité de «lois» qui n'ont jamais réparti équitablement les richesses, ni respecté la simple dignité des personnes. Le libre-échange n'est qu'une utopie, qui prétend masquer la réalité des rapports de force, la politique des nations et des empires, la stratégie des groupes industriels et financiers. L'exemple récent de la réunion du GATT en est la preuve, et l'histoire du Marché Commun ne peut être comprise autrement : ce ne sont pas des entrepreneurs libres qui se concurrencent sur un marché, mais des nations qui s'affrontent, et des impérialismes qui prétendent perpétuer leur domination.

Du moins, dira-t-on, le libre-échange a ouvert les frontières, créé la prospérité de l'après-guerre, fondé la croissance qu'aujourd'hui nous regrettons. Voire. La grande période d'expansion s'est déroulée pour l'essentiel dans le cadre d'échanges encore contingentés, et nulle statistique n'est en mesure d'établir le gain qu'aurait représenté l'abaissement des barrières douanières. Et faut-il rappeler que ce libéralisme tant célébré n'a pas pu empêcher le développement de la crise, qu'il a favorisé les politiques de «dumping», incité à la «délocalisation» industrielle, permis le jeu néfaste des firmes transnationales ?

POUR UNE ECONOMIE D'ENTENTE

Le libéralisme économique est l'illusion dans laquelle les faibles sont tom-

bés : les nations «dynamiques» se sont bien gardées d'appliquer les mesures qu'elles conseillaient à leurs concurrents. Le «désarmement douanier» était bon pour l'Europe; mais ni les Etats-Unis ni le Japon n'ont renoncé aux barrières douanières et aux obstacles non-tarifaires (normes techniques, règles sanitaires, etc.) derrière lesquelles leurs entreprises s'abritaient. Ce protectionnisme méthodique n'a eu pour ces pays aucun effet négatif : loin de provoquer ou d'accélérer la crise, de déclencher la récession, il a permis de rassembler les forces, d'accumuler la puissance qui leur permet aujourd'hui la conquête des autres marchés. Par quelle magie la politique de protection, si utile outre-Atlantique, deviendrait-elle perverse dès lors que nous souhaiterions partiellement nous en inspirer ?

Car il ne s'agit pas, dans le cas de la France, d'un protectionnisme global, d'une volonté nationaliste de repli. Face à la concurrence sauvage, face à la pénétration excessive de notre économie, le gouvernement veut simplement adresser une mise en garde aux nations trop agressives, et les contraindre à négocier dans la clarté - ce qui suppose que chacun, en Europe et dans le reste du monde, dévoile ses véritables méthodes commerciales afin que les comparaisons nécessaires puissent être faites et que les échanges soient rééquilibrés. Il n'y a aujourd'hui en France aucun protectionnisme systématique et doctrinal : seulement la volonté de garantir notre existence économique par des mesures temporaires, limitées aux secteurs les plus menacés, et le refus de sacrifier l'emploi et certaines activités économiques à une théorie qui sert des intérêts trop évidents.

Telle est l'orientation actuelle, que nous avons souhaitée pendant des années. Dans notre esprit, comme dans celui du gouvernement, elle n'est pas synonyme d'enfermement. Il s'agit au contraire de fonder une nouvelle coopération internationale, à la fois économique et culturelle, et de bâtir ce que nous avons appelé une économie d'entente avec les pays qui veulent échapper au système actuel. Comment ne nous féliciterions-nous pas de voir le Président de la République manifester, lors de ses voyages en Afrique et en Orient, une volonté identique ?

Bertrand RENOUVIN

(1) Accord général sur les tarifs et le commerce.

(2) Sur l'ensemble des questions évoquées ici, voir le livre essentiel de François Perroux : *Dialogue des monopoles et des nations* (P.U.G.)

(3) Jacques Ellul en a fait la démonstration dans *Changer de Révolution* (Seuil).